

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR

LE PROJET DE LA COMMISSION DU PROGRAMME POUR UN NOUVEAU
PROGRAMME DE PARTI

Projet révisé de nouveau programme de parti, fondements généraux (page 7), point 3 (page 28).

Propositions n° Y 1 - n° Y 5 (8:2070) et avis donné à leur sujet par le Comité directeur (8:2076).

Rapport du Comité directeur (3:867).

Le président en charge : Nous avons uniquement à prendre position ici sur le principe de l'existence d'un programme articulé par points. Si nous nous décidons à avoir un programme par points, les différents points seront ensuite traités avec les propositions ou les rapports qui ont trait à ces points. A la page 8 du cahier de l'ordre du jour, il y a une liste sur la manière dont seront traités les différentes sections des programmes par points.

Le congrès devra en outre décider, sous le présent point, s'il doit y avoir un programme communal. Si le projet d'un tel programme est approuvé, le programme sera traité par sections avec les propositions qui s'y rapportent. Cela ressort d'ailleurs de la lecture de la page 8 du programme de l'ordre du jour.

Nous mentionnerons en outre que les propositions qui se retrouvent dans les parties 1 à 3 et qui concernent le programme du parti ont été discutées par la commission du programme. Elles entrent de la sorte dans la discussion du projet présenté par la commission du programme.

Olof Palme, rapporteur du Comité directeur : Je voudrais tout d'abord demander au congrès de m'excuser pour deux choses. Premièrement parce que vous allez être soumis à un long panégyrique idéologique qui exigera de vous des qualités d'endurance. Mais il n'est pas si fréquent que le parti renouvelle son programme et il y a quelque 650 propositions qui se rapportent à la question du programme.

Deuxièmement, je vous demande de m'excuser parce que je ne m'arrêterai tout compte fait qu'à un aspect du programme que

je considère comme le plus important. J'ai déjà enlevé de larges parties de ce que je pensais dire et j'espère que Inga Thorsson notamment approfondira la partie internationale davantage que je ne puis le faire.

Une révision de programme est un événement important dans la vie d'un parti. Le premier programme du parti date de 1897. Depuis, il a été révisé en 1911, 1920, 1944 et 1960. Nous nous trouvons par conséquent à la veille du sixième programme de notre histoire. Il s'agit de façonner l'orientation politique des volontés pour une assez longue période à venir. Il n'est pas seulement question de rendre conscients à nous-mêmes les grands traits de la politique que nous menons. C'est de l'avenir qu'il s'agit et des tâches en vue desquelles il nous faut rassembler nos forces. Cela donne une image de l'importance du programme et de la responsabilité devant laquelle se trouve le présent congrès.

Les options qui avaient été exprimées par le programme de 1960 et ultérieurement par le programme d'action communale ont puissamment empreint la politique du parti au cours des 15 dernières années.

Nous devons miser sur le progrès économique pour pouvoir édifier le secteur collectif et faire face au mécontentement soulevé par les attentes non satisfaites.

Vous vous souvenez peut-être encore des discussions de cette époque. Nos adversaires prétendaient que la social-démocratie avait manqué ses chances, que le bien-être croissant coupait l'herbe sous les pieds du socialisme. En outre, la classe des travailleurs industriels avait cessé de croître numériquement. Le nombre croissant des employés amènerait la bourgeoisie au pouvoir. Le socialisme était peut-être quelque chose pour les pays pauvres du Tiers-monde, mais non pour une société jouissant d'un niveau de vie élevé.

Nous savons maintenant que c'est le mouvement ouvrier qui eut raison. Le plein emploi et le bien-être économique croissant ne rendaient pas les gens plus conservateurs. Au contraire, ils augmentaient les exigences dans des domaines qui

ne pouvaient être satisfaits efficacement qu'au moyen de mesures collectives. Des mesures qui supposaient coopération et solidarité.

Un taux élevé d'emploi et le mieux-être général allaient donner lieu à des espoirs et des exigences pour la satisfaction de besoins fondamentaux non seulement au profit d'une minorité, mais de tout le peuple. De bons logements. Du travail pour tous. Des soins en cas de maladie. Des possibilités de formation pour les enfants. La prise en charge des vieux.

Des contributions collectives dont l'instrument serait la société, allaient libérer les individus.

C'est essentiellement Tage Erlander qui apportait à cette orientation, à cette option générale, sa forme de conception réfléchie et accomplie. Il la représentait et défendait d'une manière qui permît à un chacun de la comprendre et d'en être sensibilisé. Il y avait beaucoup de pays où l'on parlait justement du mécontentement créé par les attentes croissantes en constatant l'existence d'un tel mécontentement. Mais cela ne devient intéressant que lorsqu'on peut rechercher la raison de ce mécontentement, la voie à suivre pour y remédier et définir la vision sociale nécessaire pour transformer l'intelligence de la situation en actes, et là, nous devançons les autres. Cette orientation a été hautement déterminante pour le travail du parti au cours des 15 années passées. Nous placions très haut l'idéal de solidarité. Nous avons réussi à rassembler notre peuple autour de l'édification d'une oeuvre de bien-être.

Ce succès, nous l'emmenons vers l'avenir, car nous continuons à étendre et à améliorer. Nous serons placés devant la tâche qui consiste à créer et à continuer à défendre une société avec une force capable de constituer un soutien pour les individus mais aussi avec une douceur qui marque que son rôle est précisément de servir les individus. Mais nous ressentons à présent le besoin de formuler à nouveau, et à plus long terme, l'option générale du parti. Nous sommes alors en mesure de nous baser sur une discussion idéologique

extraordinairement vivante et animée de tout le mouvement ouvrier, discussion qui a fait apparaître l'insuffisance des formulations adoptées en 1960. C'est cela qui constitue le contenu de la décision du précédent congrès selon laquelle il y avait lieu de réviser le programme du parti.

Comme ce fut souvent le cas, les raisons de cette décision se trouvent dans l'étude de la réalité.

Au cours des années 60, nous devenions conscients, avec davantage d'acuité que par le passé, des perspectives internationales de notre action. La pauvreté quasi illimitée, les changements désespérément infimes dans les pays pauvres nous apparaissaient avec de plus en plus d'évidence. Notre jeunesse se tournait vers l'extérieur, vers le monde.

Il y a peu de temps, quelqu'un proposa une grille salariale à dix échelons pour toute la population du globe. L'échelon le plus bas équivaldrait à 2000 calories et à un verre d'eau pure par jour. Près d'un cinquième - si mes souvenirs sont exacts - de la population mondiale verrait dans ce SMIG un relèvement marquant de ses revenus.

Les revendications de justice et de solidarité des peuples pauvres modifiaient l'image que nous nous faisons du monde. La prise de conscience de la nécessité de la solidarité internationale. La guerre du Viêt-Nam ébranlait les blocages dans lesquels nous avait laissé la guerre froide en jetant les bases d'une solidarité nouvelle avec les forces du Tiers-monde qui luttent, comme nous-mêmes, pour le progrès et la justice sociale.

Le programme de 1960 était le premier de nos programmes à comprendre un chapitre international détaillé et ouvert sur l'avenir. Malgré cela, ce furent les questions internationales qui donnèrent lieu aux premières revendications d'une révision de programme. Ce fut la partie internationale du programme de 1960 qui était la première à perdre de son actualité, de son aptitude à concrétiser la volonté du mouvement ouvrier.

Qu'est-ce donc qui a pu rendre insuffisantes les options somme toute heureuses du début des années 60 ?

On peut répondre à cette question de nombreuses façons.

On peut faire état des difficultés et des contraintes de la vie des différents individus. Les cadences et le stress dans le travail, l'élimination, les migrations, les dangers sanitaires et la pollution, les écarts encore existants au niveau des revenus.

On peut faire état des importants travaux de recherche et d'enquête dont nous et la Confédération générale du travail avons été les initiateurs en vue de faire le point de la situation. Etudes faites par la Confédération sur le milieu de travail. Etude sur les niveaux de vie faisant apparaître les différences dans les conditions d'existence et comment ces différences avaient leur origine dans la position occupée par les individus dans la vie du travail.

Ou encore on peut se tourner vers les écrivains. Dans un brillant essai, "L'ouvrier qui commençait à se poser des questions", Sven Lindqvist a décrit un ouvrier qui, chaque jour, pour aller à son travail, passe devant des maisons d'habitation, des hôpitaux, des écoles, des théâtres. Tous ces bâtiments sont différents de son usine, ils sont plus beaux, plus humains.

Dans sa localité, une vieille tannerie est transformée en école secondaire. Elle est transformée de fond en comble comme s'il s'agissait d'un autre type d'hommes qui va être appelé à la peupler. On construit un réfectoire, des salles de réunion, on aménage des espaces pour la détente et toutes sortes d'activités. Tout concourt délibérément pour placer l'élève au centre des événements. C'est parfait, pensa notre ouvrier. Mais il commençait à se demander pourquoi on ne pouvait pas construire une usine où l'ouvrier, tout comme l'élève, serait placé au centre des préoccupations, pourquoi on ne pourrait pas le stimuler pour mettre à profit ses dispositions innées.

Il consulta une encyclopédie et trouva que logements, hôpitaux, théâtres, magasins sont des installations de consommation destinées à satisfaire des besoins. L'usine par contre est une unité de production qui, en mettant à profit la

force de travail humaine et des ressources matérielles, produit des biens utiles ou d'autres moyens de production.

Les biens peuvent être fabriqués en un lieu, vendus en un autre et consommés en un troisième. Les marchandises ne sentent pas même si les lieux de travail puent ou sont noyés dans le bruit. Et puisque les consommateurs n'ont jamais besoin de mettre leurs pieds dans les locaux de la fabrication, il n'y a aucune raison, dans une société de classes, de construire des usines humaines.

C'est pourquoi, dit l'ouvrier de Sven Lindqvist, l'usine a l'air qu'elle a et elle continuera d'être telle jusqu'à ce que moi et mes camarades de travail pourrions participer et décider de la manière dont l'usine doit être aménagée.

A certains égards, l'analyse de Lindqvist peut paraître injuste. Mais elle apporte en quelque sorte l'essence même des raisons qui ont si résolument poussé le mouvement ouvrier à miser sur le renouvellement de la vie du travail.

Une politique de bien-être qui nous procure de meilleures assurances sociales, une école nouvelle et mieux conçue, des logements de qualité plus élevée et davantage de loisirs n'était pas suffisante. L'Etat-providence n'avait pas pénétré sur les lieux de travail. Là régnaient des différences sociales entre les diverses catégories de salariés. Là se trouvaient les risques d'accidents et les dangers sanitaires. Là il y avait l'inquiétude des licenciements, de l'élimination et des baisses de salaire. Il n'y était pas question de démocratie - l'employeur régnait en vertu de son art. 32. Voilà pour la vie du travail. Et ces conditions étaient à maints égards déterminantes pour la situation de l'individu en dehors du travail.

Dans la représentation qu'on se fait de l'Etat-providence entre l'idée de sécurité et d'égalité, de solidarité et de démocratie. Mais l'expérience enseigne bien trop souvent que ces valeurs sont mises au rancart lorsque les instances économiques décident en matière d'investissements, de politique du personnel, de méthodes de production. Les décisions

sont prises en vertu de la propriété du capital et sous la bannière du profit et des intérêts privés. Les forces économiques du marché apparaissent parfois dans leur brutale nudité face aux individus, aux groupes d'individus, voire à toute une contrée.

Il est question ici d'un changement fondamental au niveau des revendications humaines. Pendant les années 50, nous parlions de mécontentement provoqué par une attente frustrée, parce que l'amélioration du niveau de vie privé ne correspondait pas à une amélioration de bien-être et une extension des services exigés de la collectivité tels que logements, écoles et médecine.

Nous avons commencé maintenant à réaliser un grand nombre de ces objectifs. Ce faisant, l'horizon s'élargit et les regards se portent ailleurs. Nombreux sont ceux qui se demandent pourquoi ces objectifs n'ont pas droit de cité dans la vie du travail, ils vivent de plus en plus intensément les contrastes entre les buts généraux que s'assigne la collectivité et l'expérience qu'ils ont des conditions de leur travail.

Avec une logique pour ainsi dire inexorable, nous avons élargi la notion de bien-être aux conditions de la production. Nous ne pouvions plus justifier les efforts faits en matière de santé et de niveau matériel alors que dans la vie professionnelle les gens étaient frappés d'accidents et soumis à l'usure à un rythme croissant. Nous ne pouvions plus miser sur la puissante expansion d'une collectivité moderne sans examiner les locaux où les hommes et les femmes effectuent la production qui est le fondement du bien-être.

Nous ne pouvons pas réaliser systématiquement l'égalité de traitement dans notre législation sociale et accepter sans réagir une aberrante fragmentation catégorielle au niveau de la vie professionnelle. Nous ne pouvons pas parler de participation dans les différents domaines de la vie sociale sans travailler en même temps à la démocratisation des lieux de travail.

Le programme de 1975 doit exprimer cette conscience des choses qui a si largement empreint le débat au sein du mouvement ouvrier. Le projet de programme qui se trouve sur le bureau du congrès établit l'importance du travail, non seulement pour notre bien-être mais comme partie intégrante de notre bien-être. La commission du programme a cherché à formuler la volonté bien arrêtée du parti et de tout le mouvement ouvrier de procéder à un renouvellement de la vie du travail.

Un tel renouvellement ne peut se faire que si ceux qui sont directement concernés par les conditions de travail se voient accorder, relativement à celles-ci, des pouvoirs accrus. La commission du programme en tira la conclusion que le temps était venu maintenant pour agir. Les principes de la démocratie doivent faire leur entrée dans la vie économique.

Voilà l'idée maîtresse du projet de nouveau programme envoyé l'an dernier par la commission pour recueillir les avis, qui incluait en même temps une question adressée aux adhérents : êtes-vous prêts à franchir ce pas ?

La réponse était concluante. 579 motions et 175 avis motivés furent remis, reflétant ainsi le débat soulevé par la révision du programme. La collecte, la systématisation et l'étude de cet énorme flot de motions ont représenté un travail considérable.

Les propositions se rangeaient aux côtés des principes fondamentaux formulés dans le projet, à savoir que la liberté, l'égalité, la solidarité et la démocratie constituent les grandes valeurs du socialisme et que le travail est la valeur de base du développement de la collectivité. Elles apportaient leur soutien à la revendication exigeant de la social-démocratie de faire de la démocratie industrielle la première de ses tâches. Elles donnaient leur appui à la revendication d'une économie planifiée, de la participation des salariés aux décisions et du renforcement de l'influence des consommateurs.

Mais les motions ne signifiaient pas seulement adhésion aux principes et idées fondamentaux. Elles faisaient aussi la critique de nombreux et importants passages, elles présentaient des revendications visant à avancer encore davantage les positions, elles exigeaient des précisions du programme. Le débat autour du programme donnait une plus grande clarté à la position idéologique du parti et aux lignes directrices de notre politique. La commission du programme a essayé de tenir compte des revendications au moment de rédiger un nouveau projet de programme.

Permettez-moi d'examiner ce qu'il y a de plus essentiel dans nos conceptions telles que nous essayons de les formuler dans le projet de nouveau programme du parti.

L'essence du socialisme est pour nous la démocratie. Notre programme traite de démocratie. La démocratie lie les social-démocrates de divers pays, elle unit les social-démocrates des différentes générations.

Les principes théoriques du socialisme démocratique sont avant tout dûs à Karl Marx, mais ce mouvement s'inspira aussi des utopistes socialistes, des congrégations chrétiennes, des libre-penseurs et des humanistes. Son expression organisée se trouve dans le mouvement ouvrier de différents pays. Il a cent ans, les cent dernières années de l'histoire de l'humanité. Cela signifie que parmi les idéologies politiques, le socialisme est la plus jeune, il est le mouvement moderne et progressiste.

Aucun mouvement politique n'a fait autant de sacrifices pour la lutte démocratique que les social-démocrates des divers pays. Aucun mouvement politique n'a défendu les valeurs démocratiques avec autant de résolution et de conscience du but à atteindre.

Dans un pays après l'autre, la social-démocratie a été poursuivie.

Mais une infinie patience, et une dignité qui contrastait fortement avec le comportement borné et souvent brutal de la classe dirigeante, ont permis aux social-démocrates de

conquérir les droits syndicaux et politiques aux travailleurs salariés. Ces conquêtes se firent contre les lois du bâillon, la loi d'Åkarp, la résistance au suffrage universel, la défense de la monarchie personnelle à une période que Hjalmar Branting appelait l'époque des tentatives de répression brutale. Monsieur Bohman devrait, si je puis me référer à un autre penseur connu - rentrer chez lui et étudier l'histoire.

Les fascistes européens ont essayé d'étouffer la social-démocratie par la violence. Car quelle menace était plus dangereuse pour la dictature qu'un mouvement qui rassemblait les larges couches de la population autour des idées de progrès. Quand le nazisme avançait victorieusement sur la scène, d'innombrables social-démocrates durent sacrifier leur vie, aller dans les camps de concentration ou s'expatrier parce qu'ils refusaient d'abandonner leurs convictions démocratiques. Ils sont ensuite revenus et ont reconstruit leur pays. L'incroyable est que cela continue, que ces assassins du diable poursuivent leur triste besogne.

Pour la génération des sections de jeunes des années 1930, la guerre civile d'Espagne constituait un événement qui primait tous les autres, qui créait leur image du monde et suscitait pour beaucoup leur engagement politique. La guerre d'Espagne avait à peu près la même importance pour eux que la guerre du Viêt-Nam en avait pour la jeunesse des années 1960.

C'était donc il y a 40 ans. Le régime, à présent, approche de sa fin. Tout le monde sait ce qu'on dira lorsqu'il aura effectivement disparu : Dans la honte et l'humiliation la plus profonde, le fascisme prit de force le pouvoir en Espagne à la fin des années 1930. Pendant près de quarante ans, il a tourmenté le peuple espagnol. Il tombera également dans la honte et l'humiliation la plus profonde, et le jugement de l'histoire sur ce qu'aura été le régime fasciste de Franco sera d'une dureté impitoyable. Cela nous le savons, et pourtant il continue de subsister.

On a tellement dit qu'après la guerre, on construirait une Europe nouvelle, basée sur la démocratie. Mais dans cette Europe il reste encore cet abcès purulent charrié par le passé.

L'importance militaire n'est pas de notre rayon - nous ne faisons pas partie de pactes. Mais il apparaît bien curieux de défendre la démocratie en achetant des bases aux fascistes.

Je crois qu'au cours des jours, des semaines ou des mois qui vont suivre, une des grandes questions sera de savoir si cette Europe démocratique, où l'on parle tant de construire l'avenir, aura suffisamment d'amour-propre pour se débarrasser en commun de ce misérable souvenir d'un passé sinistre.

Dans les pays où les partis communistes, selon les principes classiques de Lénine et de Staline, s'étaient approprié la police, l'armée et l'appareil d'Etat, on procédait systématiquement à la liquidation de la social-démocratie. Car quelle menace était plus grande contre une telle dictature qu'un mouvement rassemblant par des principes démocratiques les larges couches populaires autour des idées de progrès et d'humanité.

Ce qui est arrivé au Portugal montre la misère du léninisme lorsqu'on croyait pouvoir refaire la révolution russe de 1917 à une autre époque, dans un autre pays et sous des conditions entièrement différentes. L'entreprise échoua parce qu'on avait oublié le peuple. Mais nos amis - les socialistes portugais - s'adressèrent alors au peuple et sollicitèrent son appui. Et ils l'obtinrent de façon incontestable. C'est cela qui marqua la banqueroute de l'idéologie élitiste.

En Suède, ce sont les social-démocrates qui, avec l'appui des libéraux, ont fait triompher la démocratie et qui l'ont défendue.

C'est pourquoi aucune injure n'est plus grossière et plus vulgaire que celle qui consiste, pour les représentants du conservatisme, à accuser la social-démocratie de menacer la démocratie.

Cette accusation ne témoigne pas seulement d'une inculture historique et politique, elle témoigne également - ce qui est plus grave - d'une incompréhension quant à la signification réelle de la démocratie.

Pour nous, la démocratie est une question de dignité humaine.

Et la dignité humaine, ce sont les libertés politiques, le droit d'exprimer librement son opinion, le droit de critiquer et celui de propager ses idées.

La dignité humaine - c'est le droit à la santé et au travail, le droit à l'instruction et à la sécurité sociale.

La dignité humaine - c'est le droit et la possibilité pratique de s'entendre avec d'autres pour façonner l'avenir.

Ces droits, les droits démocratiques, ne peuvent être réservés à une certaine couche de la société. Ils doivent être la propriété de tout le peuple.

La social-démocratie a toujours mis l'accent sur la démocratie politique comme une valeur en soi. On entend parfois parler de libertés "bourgeoises" et de "démocratie bourgeoise". Mais c'est de nos libertés qu'il s'agit, c'est de notre démocratie qu'il est question - que notre peuple s'est acquise de haute lutte et que nous, social-démocrates, défendrons toujours de toutes nos forces.

En même temps, la social-démocratie a toujours considéré la démocratie comme plus qu'un ensemble de droits formels. Nous l'avons considérée comme une voie vers la réalisation des désirs humains et des progrès sociaux, la transformation de la société.

Les foules de travailleurs qui se rassemblaient au début du siècle pour les grandes manifestations en faveur du suffrage universel portaient deux pancartes. Sur l'une d'elles, il y avait "Suffrage Universel", sur l'autre "La journée de 8 heures". Ils y voyaient le rapport. La démocratie leur donnait l'espoir de pouvoir se sortir du besoin et de la pauvreté, de réaliser leurs visées sociales les plus importantes.

La lutte pour le pouvoir politique devint une lutte contre les forces qui entendaient réserver aux nantis les droits de décision politiques. C'est cette lutte que Hjalmar Branting et les pionniers de la social-démocratie avaient à mener et menaient à la victoire avec la gauche libérale. Mais

les routes se séparèrent lorsque la démocratie ouvrait la possibilité aux démunis de faire aboutir un nivellement des conditions sociales. Alors les partis bourgeois firent front contre les interventions publiques dans la vie économique, essayant de persuader le peuple que la démocratie avait des limites qu'il ne fallait pas franchir.

Aussi, la lutte pour la démocratie sociale devint une lutte contre ceux qui prétendaient que la démocratie politique ne devait pas servir à changer les conditions sociales. C'était la lutte menée pendant les années 1930 par Per Albin Hansson, Gustav Möller et Ernst Wigforss et par tout le mouvement.

Voici ce que dit Per Albin Hansson dans sa célèbre déclaration : D'abord nous consoliderons la démocratie politique, ensuite nous implanterons la démocratie sociale, et le bien-être social. Puis le temps sera venu d'aborder la démocratie économique.

Wigforss a constamment fait valoir qu'on ne pouvait pas, une fois acceptés les principes démocratiques, tracer une limite à la démocratie. "Celui qui a ouvertement approuvé le principe démocratique égalitaire, ne peut pas ensuite en limiter à sa guise son application à certains domaines de la vie."

En même temps que la pensée du parti se développe au rythme de nos succès, la démocratisation économique est implacablement poussée en avant par certaines tendances de l'évolution de la société; par les forces productives, si l'on veut.

L'évolution de l'économie capitaliste se caractérise par une concentration accélérée du pouvoir économique. Cela vaut tout particulièrement pour la Suède. Mais cette concentration de puissance de notre économie reflète ce qui se passe dans d'autres pays et dans toute l'économie mondiale, où des entreprises d'implantation planétaire opèrent indépendamment des frontières nationales et affranchies des objectifs fixés par les gouvernements nationaux.

L'orientation unilatérale sur la croissance de la production fait appel à une utilisation à la longue indéfendable des ressources naturelles et réserves de matières premières somme toute limitées du globe. La crise de l'énergie l'a fait appa-

raître à chacun d'une manière on ne peut plus évidente. Cette situation fut en outre marquée avec une netteté croissante par les grandes conférences des Nations Unies sur l'environnement, la population et l'alimentation de même que par celle relative au nouvel ordre économique mondial. Elles exigent le recours à une économie globale et à la solidarité internationale.

Tout le monde ressent de l'inquiétude à la pensée que les poisons et les matières chimiques menacent la santé humaine et l'équilibre de la nature. De plus en plus nombreux sont ceux qui estiment que c'est une conséquence du développement technique et économique incontrôlé. On revendique de plus en plus vivement que la technique soit contrôlée et ses progrès évalués, à un point de vue social large également.

L'économie internationale se trouve dans une crise grave. Le chômage est élevé et en même temps l'inflation pousse les prix et vide les salaires de leur substance. Il en résulte une répartition des revenus et des fortunes de plus en plus inégale et une aggravation de la situation sur le plan social. De plus en plus de gens doutent de la capacité du système économique à maîtriser la crise.

Voilà les problèmes, c'est d'eux que traite le débat politique. La conjuration de la menace ainsi définie contre le bien-être, la sécurité et la justice a constitué le but d'une politique de réformes de plus en plus évoluée. Nous voyons par conséquent ici que les forces productives et l'évolution propre du parti vont dans le même sens. On peut alors se poser la question : qu'est-ce qui fait que le mouvement ouvrier a foi dans sa capacité d'attaquer ces gigantesques problèmes d'une façon constructive ?

A la base se trouve naturellement la conviction que la solidarité et la coopération entre citoyens à part entière représentent une force vive dans l'édification de la collectivité. La foi en la démocratie constitue là un instrument efficace de réalisation des espoirs et désirs des citoyens.

A la base se trouve aussi l'expérience d'une construction pacifique de la collectivité. Ce ne furent pas les initiatives privées dont la force vive était l'appât du gain, qui

menèrent la lutte contre le chômage et la pauvreté, qui furent capables de procurer la sécurité aux vieux et aux familles, qui organisèrent la santé et l'enseignement. Le mobile ici était l'idée de la responsabilité partagée et de la solidarité. Ce mobile-là a suffi pour construire une société assez vivable, historiquement et internationalement parlant, aux habitants de ce pays. Il serait tout de même extraordinaire si cette expérience ne pourrait pas servir d'aiguillon pour l'avenir.

L'expérience que nous avons ainsi acquise, le caractère et les tendances innées de l'évolution, les problèmes devant lesquels se trouve notre société - toutes ces circonstances aboutissent à la conclusion que la démocratisation économique devient à présent un élément logique aussi bien que nécessaire. La commission du programme a conclu que la démocratisation économique doit être mise à l'avant-plan du programme de notre parti.

Elle écrit : "La social-démocratie entend par conséquent remplacer la concentration économique actuelle du pouvoir aux mains des particuliers, par un système dans lequel chaque homme et femme auront le droit, à titre de citoyen, de salarié et de consommateur, d'agir sur l'orientation et la répartition de la production, les modalités de l'appareil de production et les conditions du travail."

Comme moyens de réalisation, elle indique l'économie planifiée sous le contrôle des citoyens, le renouvellement de la vie du travail par les salariés et l'élargissement de l'influence des consommateurs.

Dans le projet de programme, nous attirons l'attention sur huit domaines où une économie planifiée sous la conduite des pouvoirs publics et un contrôle démocratique apparaît comme indispensable.

La politique de l'environnement suppose un objectif global et des moyens pour le réaliser. Sinon, nous serons dans l'impossibilité de protéger notre nature, de sauvegarder nos ressources foncières et aquatiques, de lutter contre la pollution et l'empoisonnement. La gestion du sol et de l'eau, les

lois de contrôle de l'environnement illustrent le développement en cours d'une telle planification.

La crise de l'énergie confirma définitivement que la politique de l'énergie exige une planification à long terme. Il ne s'agit pas seulement de la façon dont l'énergie doit être produite. Il s'agit tout autant de son utilisation. Economie et gestion sont les conditions qui permettront d'atteindre des objectifs raisonnables.

Ces idées guident la politique énergétique que nous sommes en train d'élaborer et qui a la caution du Parlement.

La politique régionale a pour but de répartir plus régulièrement les emplois et les services. Elle est une coquille vide si elle n'est pas sous-tendue par une planification à long terme et des moyens efficaces à mettre en oeuvre pour venir en aide aux régions déshéritées de notre pays. Voilà les fondements des lignes directrices de la politique régionale entérinées par le Parlement et qui donnent lieu maintenant à une activité intense des collectivités locales de l'ensemble du pays.

Ce sont là quelques exemples d'amorce de planification de l'avenir beaucoup plus méthodique.

Il y a quelques décennies, l'idée d'une économie planifiée fit naître une résistance acharnée et donna lieu à une rude bataille politique - PHM et tout le reste. Elle n'est plus guère contestée par quiconque. Elle s'impose dans un pays après l'autre et les intérêts privés, qui partent de leurs points de vue à eux, la pratiquent avec une ardeur certaine.

A présent, la question est de savoir quels buts il convient de poursuivre par la planification, et au profit de quels intérêts - ceux de tout le peuple ou ceux des sociétés multinationales et des grandes concentrations de capitaux - et comment on pourra assurer le contrôle démocratique et la participation.

La planification doit inclure toutes les parties du pays et bénéficier de ressources suffisantes. Cela est nécessaire pour faire contre-poids à la concentration privée du pouvoir

et aux groupes géants internationaux. Cela est nécessaire pour donner à la politique de bien-être la force lui permettant de couvrir tout le pays.

Nos adversaires parlent beaucoup à ce propos de dirigisme étatique, de bureaucratie centralisée et de manitous. Dans la grande majorité des cas, cette accusation reflète une aversion conservatrice contre le fait que les inévitables conflits à propos des objectifs à atteindre en matière d'évolution sociale doivent être résolus démocratiquement, et non aux conditions imposées par les propriétaires de capitaux.

Mais nous ne nous laisserons pas égarer par une critique partielle et caractéristique d'une classe. Il existe toujours un risque de bureaucratisation. En tant que social-démocrates, nous n'avons aucun intérêt à instaurer un gigantesque appareil central de planification qui se coupe facilement de la réalité et régleme les moindres détails. Il est heureux de pouvoir asseoir dans une grande mesure la planification sur une autonomie communale dont les compétences sont plus grandes ici que dans n'importe quel autre pays. Il est heureux de disposer d'un syndicalisme fort et indépendant et de mouvements populaires actifs capables d'engager leurs adhérents et de défendre énergiquement leurs intérêts. Il est également heureux d'avoir de nombreuses entreprises indépendantes travaillant dans les cadres tracés par les lois et les plans, abstraction faite de la façon dont sont organisées les conditions de la propriété.

Il est théoriquement avantageux de recourir à des modèles technocratiques de planification qui, apparemment, apportent des solutions uniques à tous les problèmes de la collectivité. Mais il y a des exemples effrayants de par le monde de la manière dont ce système fonctionne dans la pratique. Dans une démocratie, il est avantageux de faire appel à des contre-poids qui se balancent et qui peuvent constituer une garantie de respect et de tolérance et ménager des marges utiles à l'initiative et la pluralité. C'est notamment la raison pour laquelle nous misons si résolument sur une participation croissante des salariés à tous les niveaux. C'est aussi la raison pour laquelle nous soulignons si énergiquement l'importance des mouvements populaires. C'est pourquoi

la campagne des Jeunesses socialistes pour les mouvements populaires et autres actions analogues ont été si précieuses et si constructives.

Il importe de trouver des voies qui permettent une large participation démocratique aux processus de planification.

La politique de l'énergie a été définie à la suite d'une consultation des citoyens à grande échelle, où des dizaines de milliers de personnes passèrent leurs soirées dans des cercles d'études à pénétrer les questions factuelles et à élaborer leurs points de vue. Ce n'est qu'ensuite que nous fûmes prêts à prendre une décision. D'un point de vue international, cette façon de procéder représenta un exemple unique de participation démocratique au processus de planification.

Le modèle suivi par l'actuelle planification départementale est du même type. Là aussi des dizaines de milliers de volontaires, au cours de l'année, se sont lancés dans les problèmes de leur commune, de leur département, ont inventorié la situation, dégagé des lignes d'action pour l'avenir. Cela aussi est un exemple unique de participation démocratique en matière de planification.

Mais rien ne dit que nous devons nous occuper uniquement des problèmes qui nous sont les plus proches - de ce qui a trait à notre propre clocher. Si nous tenons à transformer la société, il faut que les grandes questions décisives soient accessibles à tous. Il ne faut pas qu'elles soient le champ clos des experts et des technocrates. La solution apportée aux grandes questions décisives concernant l'évolution de la société dépend en dernier ressort de nos jugements de valeur relatifs à l'avenir que nous souhaitons et là, il n'y a pas d'experts, mais seulement des êtres humains de valeur égale. Nous poursuivrons cette voie.

La planification ne constitue pas une quelconque machinerie dénuée de toute âme. Elle fait appel à la participation des citoyens. Son objet est de servir les hommes et les femmes.

Il y a peu de temps je faisais une visite dans le département de Skaraborg, où se trouve Hällekis. C'est un bel endroit,

auquel les habitants sont fortement attachés.

La vie de Hällekis repose sur trois ressources.

La première ressource est constituée par une grande entreprise qui y a installé une unité de production permettant aux gens de la localité de gagner leur subsistance. C'est la seule industrie, et elle fournit la quasi-totalité des emplois du lieu.

La seconde ressource est la collectivité bâtie pour permettre aux habitants de s'y plaire. Au cours de générations de labeur, ils y ont implanté écoles, locaux de réunion, logements, routes et rues pour satisfaire le désir qu'avaient les hommes et les femmes d'une collectivité bien organisée.

La troisième ressource est représentée par les gens qui y habitent et y travaillent. Ils s'y sont enracinés, ils se plaisent dans leur coin et veulent y construire l'avenir pour eux et leurs enfants.

Si l'une de ces ressources venait à disparaître, si un des maillons de la chaîne venait à se rompre, alors tout s'effondre. De fait, l'entreprise a déclaré vouloir arrêter son activité, bien qu'une décision n'ait pas encore été prise. La petite collectivité se sent menacée dans son existence, elle risque de subir une destruction considérable de capital. Les habitants éprouvent une profonde inquiétude quant à leur avenir. Ils s'adressent aux pouvoirs publics pour obtenir une aide. Les autorités sont mobilisées. Toutes les ressources de planification sont mises à contribution. Les soi-disant bureaucrates et manitous travaillent des semaines et des mois pour trouver une solution. Ce travail est toujours en cours.

Pourquoi ? Eh bien, parce que la ressource la plus importante réside malgré tout dans les individus concernés, l'important est leur sentiment de sécurité, leur confiance en l'avenir. Et lorsqu'arrivent les difficultés, il n'y a finalement que la solidarité élargie à laquelle se fier pour essayer d'en sortir.

Voilà l'essence de la question. L'économie planifiée dont nous parlons n'est pas une trouvaille technocratique. Elle doit avant tout revêtir une dimension humaine, en vue de servir les individus, de conférer à la solidarité un contenu pratique.

Elément de démocratisation de l'économie, la gestion planifiée, lorsqu'il s'agit des conditions de travail dans les entreprises, trouve son équivalent dans les efforts que nous accomplissons pour renouveler la vie du travail.

Dans les objectifs formulés en guise de prologue par le projet de programme du parti, il est dit :

"La social-démocratie affirme que le travail est le fondement de tout bien-être et que la volonté de travail du peuple est la ressource la plus importante de la nation. Chacun a droit à participer au travail selon ses capacités. Chacun a droit à un travail qui puisse lui donner satisfaction. Le travail doit entrer dans un contexte social où ses fruits sont utilisés à satisfaire des besoins individuels et collectifs. C'est pourquoi le droit de décider de la production doit être mis entre les mains de tout le peuple. La production doit être organisée de façon à permettre à chacun de bénéficier du respect et des égards que lui vaut son travail. Elle doit être organisée de façon à permettre à chacun de sentir que dans son travail, sa vie et sa santé sont en sécurité. C'est pourquoi les salariés doivent obtenir un droit de décision sur les conditions régnant dans les entreprises."

Nous parlons du droit au travail. Un avertissement est à sa place ici ! 15 millions de personnes sont sans travail en Europe et en Amérique. Le chômage a maintenant progressé pendant plusieurs années et la situation ne fait qu'empirer. Lorsque je suis le débat international, je trouve qu'il y a quelque chose d'assez détestable qui est en train d'avoir lieu. On commence un peu partout à s'habituer à la pensée d'une masse de sans-travail, peut-être pas un million mais un demi million ou quelques centaines de mille. On prend un air soucieux en disant : "C'est un phénomène lié au développement technologique, entre autres. Il nous faut compter qu'à l'avenir il y aura un nombre considérable de chômeurs."

J'ai lu quelque part dans un écrit qu'à l'avenir, avoir du travail sera peut-être un privilège. Si on conçoit alors le travail comme une peine, comme un mal nécessaire, cela devient une manière de défendre le chômage dans ces pays comme un élément persistant.

Si le congrès adopte le programme qui a été présenté ici, nous nous engageons idéologiquement à voir dans le travail, non un mal nécessaire, mais l'élément central de la vie des hommes. Et ayant dit cela, nous ne pouvons tolérer que de grandes masses humaines restent en permanence sans travail et il nous faut constamment oeuvrer à trouver des méthodes qui assurent le plein emploi, qui étendent l'emploi pour les hommes et les femmes, pour tous ceux qui habitent ce pays.

Cela, nous le dirons dans notre pays et nous le dirons sur la plan international. Nous allons essayer de démolir ce marmonnement impuissant qui se propage dans les milieux internationaux et qui voit dans le chômage un mal nécessaire et durable.

Nous revendiquons la valeur du travail dans la société industrielle moderne. Nous estimons que les salariés ont un droit de décision dans la production, parce qu'ils y font l'apport de leur vie productive et de leur travail. Nous visons à un déplacement de pouvoir du capital vers le travail.

A nouveau, nous trouvons là l'interrelation entre la démocratie comme valeur digne d'être recherchée pour elle-même et l'espoir de changer la réalité avec la démocratie comme instrument. Au début du siècle, les ouvriers disaient : Donnez-nous le droit de vote et nous pourrions obtenir la journée de 8 heures et éliminer la misère. Aujourd'hui, les salariés disent : Accordez-nous le droit de co-décision et nous établirons de meilleures conditions de travail, une plus grande sécurité et des milieux supportables. Ce n'est pas plus difficile que cela.

Et on nous oppose au fond les mêmes arguments bornés de la part des défenseurs de l'ordre établi. Lorsqu'il était question du droit de vote, on agitait l'épouvantail du "parlement de la rue". Lorsqu'il est question de démocratie sur les lieux

de travail, M. Bohman se met à dire qu'un ouvrier métallurgiste ne comprend pas grand-chose et qu'il dormirait mal la nuit s'il lui fallait participer et prendre la responsabilité de l'entreprise dans laquelle il travaille. Les traces sont indélébiles.

Le congrès LO de 1971 et le congrès du parti de 1972 firent date. Depuis, les réformes sont venues coup sur coup.

Il y a quelques jours, j'avais la visite de quelques amis américains. Certains d'entre eux se trouvent ici. Ils me demandèrent ce que signifie au fond la démocratie économique pour ceux qui se trouvent derrière l'établi. Voici un bref résumé de ma réponse :

La loi sur les délégués à la sécurité - elle signifie notamment le droit pour un délégué d'arrêter la production si des camarades sont exposés à des risques d'accidents graves. Et je racontai l'affaire du chlorure de vinyle.

La loi sur la garantie de l'emploi - elle signifie notamment protection contre les licenciements abusifs. Son incidence est avant tout sensible pour les salariés d'un certain âge.

La loi sur les mesures de promotion de l'emploi - elle signifie entre autres intervention des groupes d'adaptation pour le changement des postes de travail lorsque celui qui a subi un handicap risque de perdre son emploi, ou pour permettre à celui dont la capacité est réduite d'en trouver un.

La loi sur la situation du représentant syndical - elle signifie que les délégués peuvent se mouvoir librement sur le lieu de travail et effectuer la mission que les membres leur ont confiée.

La loi sur le droit du congé pour études - qui signifie pour celui qui veut suivre une formation qu'il a le soutien de la loi pour prendre un congé sans perdre son emploi. Auparavant, le rêve de suivre un enseignement se trouvait souvent étouffé dans l'œuf.

La loi sur la représentation aux Conseils d'administration - qui a signifié que des milliers d'ouvriers et d'employés se sont vu ouvrir les portes des salles de Conseil d'administra-

tion, qu'ils ont un droit de regard et reçu des informations, qu'ils peuvent représenter leurs camarades lors des décisions à long terme engageant l'avenir de l'entreprise.

Je ne pouvais prétendre que chacune de ces lois amènerait des changements pour tous les salariés. Mais il devrait y avoir peu d'ouvriers et d'employés dans notre pays qui n'aient pas été touchés par au moins l'une d'entre elles.

C'est ainsi que nous avons commencé. Nous continuons maintenant avec la nouvelle législation du droit du travail - c'est-à-dire l'abolition de l'art. 32 et ses équivalents. Cela ouvrira aux salariés la possibilité, au travers de leurs organisations, d'obtenir le droit de co-décision dans tous les domaines qui leur apparaissent importants. Ingemund Bengtsson reviendra tout à l'heure sur ce sujet.

Et maintenant le mouvement syndical a lancé un débat concret sur les modes de participation des salariés à la croissance du capital des entreprises. Il est intéressant de constater que personne ne conteste le bien-fondé de cette revendication fondamentale. On devrait alors laisser aux salariés le soin de discuter ces questions à leurs propres conditions et non leur faire la leçon. Ce qui a échappé à de nombreux observateurs est que le débat sur les fonds des salariés est issu de la volonté de défendre la solidarité et la politique de solidarité des salaires. Il part évidemment du fait que les salariés revendiquent des droits, mais qu'ils sont prêts en même temps d'assumer une responsabilité plus large pour l'expansion de la production. Lorsque ce sentiment se retrouve dans la grande masse des salariés, la collectivité dispose là d'une force inestimable.

Le programme du parti ne constitue pas un plan détaillé pour la démocratisation de la vie économique. Il nous faudra, comme d'habitude, faire un pas à la fois et façonner le pas suivant en nous basant sur l'expérience que nous aurons acquise. A chaque pas, la conscience et les connaissances augmenteront. La pratique est aussi importante que la théorie.

Nous ne nous faisons aucune illusion quant au prix à payer pour réussir. Un travail pénible et patient sera nécessaire

pour appliquer les réformes sur les lieux de travail de façon à leur conférer un contenu tangible dans la vie professionnelle de tous les jours. L'expérience des syndiqués qui travaillent avec les nouvelles lois est là pour attester cette difficulté.

Comme toujours il faudra s'habituer aux nouvelles idées et formes de travail, et il sera à tous égards préférable d'éviter les disputes épuisantes, de bénéficier au lieu de cela de la participation constructive des divers partenaires. Mais il faudra attendre pour voir si cela se fera. Quelle que soit la réaction, elle ne pourra nous empêcher de progresser.

Le congrès indique la direction de la route et les décisions dont il s'agit revêtent une grande importance. La résolution que prendra le congrès, s'il adopte l'idée maîtresse du projet de programme du parti, signifiera que le mouvement ouvrier suédois en sera arrivé à la troisième phase de sa longue lutte pour une transformation fondamentale de la société capitaliste.

La résolution du congrès constituera aussi une contribution à la discussion internationale qui a lieu actuellement sur les voies qui mènent au socialisme.

Le travail de réalisation du contenu de cette résolution fera écho aux efforts de libération qui se poursuivent dans le monde entier. Dans le passage international du projet de programme, nous disons que l'aspiration à la paix et à la liberté, à la justice sociale et au progrès est commune à tous les peuples.

Pendant longtemps, on pouvait penser que le destin du monde serait tranché par un affrontement dans tous les domaines entre capitalisme et communisme - les deux systèmes incarnés par les super-puissances. Pour toute une génération, l'éventualité d'un conflit nucléaire entre les deux Grands constituait la menace contre l'avenir de l'humanité qui l'emporta sur tout le reste.

C'est pourquoi nous saluons avec joie la détente qui se manifeste par les conférences sur la sécurité, les négocia-

tions du SALT et la multiplication des contacts entre les grandes puissances. Nous pensons que la détente et la paix ouvrent la possibilité d'un débat plus libre et plus confiant sur les questions politiques et idéologiques fondamentales. Ce n'est pas parce qu'on se trouve en période de détente qu'il faut déclarer que les idéologies sont mortes. Bien au contraire : si la guerre froide est morte, nous pouvons nous mettre à discuter d'idéologie. Socialistes démocrates, nous abordons la discussion avec notre expérience pacifique de bâtisseurs d'une société et notre vision d'un socialisme dans la liberté. La critique ouverte de systèmes différents ne signifie aucunement désir d'affrontement mais souligne la valeur de pouvoir débattre avec les représentants de conceptions et de régimes sociaux autres. Nous sommes évidemment toujours prêts à prendre contact et à nous entretenir, même avec ceux que nous avons vivement critiqués sous différents rapports. Nous n'avons pas besoin de nous retrancher et nous ne nous abstiendrons pas non plus de dire ce que nous pensons.

Nous comprenons et respectons que chaque peuple doit suivre sa propre route sur la voie d'une société meilleure. Mais nous assistons à l'irruption dans la conscience des peuples des idées de solidarité et de justice, à leur constant renouvellement dans la revendication de l'action pratique.

Nous savons avec certitude que nous n'aurons jamais un monde en sécurité et en paix aussi longtemps que les injustices s'accroissent et que le sous-développement persiste. Il faut instaurer un nouvel ordre économique mondial. Les pays riches doivent alors aller au-devant des pays pauvres. Les pays riches doivent alors être capables de bâtir leurs sociétés sur une assise de solidarité et de justice, sinon ils se condamneront chaque fois qu'ils parleront de justice et de solidarité internationales.

Le capitalisme ne représente pas un rêve de liberté. A notre propre jeunesse qui s'est engagée dans le soutien des mouvements de libération nationale et sociale, il est apparu que le capitalisme s'appuyait sur les régimes d'oppression, avec lesquels il trouvait assez fréquemment de nombreuses affinités. Dans le Tiers-monde, il n'y guère d'exemple de capita-

lisme indigène. On n'y rencontre qu'un capitalisme étranger protégé par les militaires et les oppresseurs nationaux.

Personne n'ose aujourd'hui promettre à ceux qui sont aux prises avec les problèmes de la société industrielle que le bien-être est à portée de la main - si seulement ils misent sur un accroissement de capitalisme. Personne n'est plus tenté de croire que la démocratie, c'est de remettre les décisions à une élite économique qui possède le capital.

Le communisme international - taché par la cruauté du stalinisme - n'est pas, lui non plus, un rêve de liberté. Quel attrait exerce le communisme sur ceux qui désirent faire entendre davantage leur voix dans leur entreprise, qui entendent développer l'autonomie locale, qui veulent miser sur un élargissement des activités et une participation accrue d'un nombre de plus en plus élevé de gens à la vie politique ? Le communisme les accueille avec l'exigence de centralisme démocratique et de dictature du prolétariat, il leur offre la grisaille de la théorie au lieu du travail politique pratique et vivant.

Notre mouvement porte plus loin le rêve de liberté. Le socialisme est un mouvement de libération.

Nous voulons rassembler le peuple autour de l'idée de communauté et de solidarité qui est le moteur de la construction sociale. Le socialisme est un mouvement populaire.

Des dizaines de milliers de gens travaillent dans notre mouvement, avec une ferveur profonde, à élaborer notre vision du socialisme, et le présent débat sur le programme du parti fut infiniment stimulant. Pourquoi ? Voici ce que disait jadis Ernst Wigforss, et c'est certainement une part de la réponse : "Si la transformation sociale a une valeur, si le socialisme a une valeur, c'est précisément parce qu'ils permettent de créer un meilleur terrain aux hommes pour aimer et souffrir, travailler, espérer et croire, vivre dans la nature, parmi les amis et les camarades, dans l'expérience immédiate que la vie est digne d'être vécue."

Sur ce, je demande l'adoption des principes généraux du projet présenté par la commission du programme.